

Monsieur l'Orateur, c'est le raisonnement d'il y a 50 ans, celui des Mackenzie King et des R. B. Bennett. Celui de Herbert Hoover, celui que le monde occidental a fini par répudier. Je dirai au ministre des Finances que cette façon de faire du gouvernement, celle consistant à dire qu'il n'y a rien à faire à la situation économique, que nous n'avons pas le choix, qu'il faut hausser les intérêts, qu'il n'y a qu'à prendre cette pilule dont le ministre ne cesse de nous rabâcher les oreilles, je lui dirai que fatalement elle va être repoussée par les Canadiens. Ce n'est pas cela qu'ils veulent entendre. Ce n'est plus comme cela qu'on raisonne aujourd'hui, parce que c'est contraire à tout ce qu'il y a de bon et de généreux, à tout ce qu'il y a d'intelligence et de courage chez les Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. George Baker (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, j'ai l'impression que l'orateur précédent n'a pas d'admiration pour le ministre des Finances (M. Crosbie).

Comme je n'ai pas l'intention de retarder le bill, comprenant que l'escarcelle du ministre des Finances est vide et qu'il veut prendre les pièces du voisin pour la remplir, je présenterai simplement quelques observations dans l'esprit de ce que disait le député qui a précédé celui du Nouveau parti démocratique. Ce dernier a critiqué de façon acerbe le ministre des Finances, en remontant dans son passé. Le ministre, a-t-il dit, ne sait pas bien ce qu'il fait. On croirait même à l'entendre que pour le ministre des Finances, la dette flottante c'est un bateau qui coule!

Je voudrais assurer au Nouveau parti démocratique que le ministre des Finances sait tout ce qu'il y a à savoir—absolument tout—au sujet du financement par le déficit budgétaire. Mon préopinant n'a pas tout dit. Il a parlé de l'endettement, de l'endettement par habitant de bien des provinces du Canada et de l'endettement national, mais il n'a pas vraiment poursuivi jusqu'à la conclusion logique. Il ne la connaît peut-être pas, mais il se servait d'un bon exemple.

Le député a mentionné Terre-Neuve plusieurs fois et son endettement de \$3,274 par habitant. C'est intéressant, si l'on tient compte de l'importance de ce montant par rapport aux dépenses du gouvernement et à l'utilisation de ces sommes. A Terre-Neuve, une province que le ministre des Finances connaît très bien, le gouvernement provincial dépense un milliard de dollars par année et le gouvernement fédéral autant. C'est donc 2 milliards de dollars pour une population d'un demi million—\$4,000 pour chaque homme, femme et enfant de la province. On pourrait faire remarquer que l'endettement par habitant n'est que \$3,274 et que la situation est assez bonne. Quand on analyse l'endettement, monsieur l'Orateur, et ce bill que la Chambre étudie présentement représente une autorisation de 7 milliards de dollars, on doit tenir compte de la manœuvrabilité fiscale du pays ou de la province en cause. Les deux doivent s'équilibrer.

Pour vraiment étudier la situation au Canada et dans les provinces, comme le député du Nouveau parti démocratique l'a fait, et citer les spécialistes financiers qui l'analysent chaque jour, nous devrions nous reporter au dernier rapport du Conseil économique du Canada qui a fait l'étude de l'endettement, des emprunts et des dépenses de toutes les provinces, et plus particulièrement de quatre en examinant les disparités régionales et le chômage élevé dans ces provinces. Le Conseil a proposé que certaines responsabilités dont se charge présente-

Pouvoir d'emprunt

ment le gouvernement fédéral soient transférées aux provinces afin de réduire le taux élevé de chômage. Il a également suggéré aux provinces de se servir de leur propre manœuvrabilité fiscale. Cependant, dans ce rapport, le Conseil économique du Canada en arrive à la conclusion finale que chaque gouvernement provincial pourrait se servir de sa propre manœuvrabilité fiscale—sauf celui de Terre-Neuve.

Pour comprendre les raisons qui l'ont amené à cette conclusion et pourquoi elle est si importante, il nous faut retourner aux études que le Conseil a faites auparavant et qui démontraient que le service de la dette constituait à lui seul un énorme problème. Il montrait, par exemple, que l'endettement direct et indirect, moins le fond d'amortissement, était proportionnellement trop élevé par rapport aux revenus personnels des Terre-Neuviens. C'était un pourcentage très fort. Nous devons donc conclure que dans une situation comme celle-là, il n'y a aucune manœuvrabilité fiscale—ou en tout cas très peu. C'est quelque chose qu'il convient de considérer lorsqu'on étudie ce bill visant à permettre l'emprunt de sept milliards de dollars.

La chose la plus importante à considérer reste cependant la façon dont cet argent va être dépensé—ce qu'on va en faire au juste. Cela revient à dire que des priorités doivent être établies. S'il faut en croire les récentes déclarations publiques du ministre des Finances, nous devons alors admettre que le gouvernement doit dépenser de l'argent pour accroître la productivité dans notre pays—ce qui doit naturellement être son objectif principal.

D'un point de vue strictement politique, je suppose que cela doit être assez rentable pour le ministre des Finances de se rendre dans sa circonscription de Saint-Jean-Ouest comme il l'a fait la semaine dernière et d'inaugurer une artère routière de 55 millions de dollars qui a pu être réalisée au moins partiellement grâce à son intervention. Je suppose qu'il a avantage politiquement, à faire volte-face la semaine prochaine et à débloquer des crédits pour un système d'adduction d'eau potable de 44 millions de dollars pour lequel il a négocié lorsqu'il était ministre des affaires intergouvernementales au gouvernement provincial. Il lui sera également très agréable deux mois plus tard d'annoncer des dépenses de 35 millions de dollars pour la première phase de la construction d'un boulevard périphérique dans la même ville. C'est excellent sur le plan politique, monsieur l'Orateur.

● (2120)

Même si de nombreuses municipalités de Terre-Neuve croient selon le vieil adage paysan que, comme le fumier, l'argent n'est utile qu'à la condition d'être éparpillé, l'utilisation de l'argent et la productivité n'en posent pas moins un problème. Il n'est pas très agréable de voir en ce moment les quantités énormes de poisson qui sont jetées chaque jour, sur la côte nord-est de Terre-Neuve, parce qu'on ne peut pas les vendre et qu'on ne trouve pas de marchés. Il est déjà désolant d'apprendre que 80 p. 100 du poisson vendu va vers les États-Unis et d'autres pays pour y être transformé en produits finis. C'est déjà très regrettable, mais pis encore, la première chose que fait le gouvernement, c'est de réduire et bloquer les subventions pour la construction de bateaux et de quais. Il est curieux que le ministre des Finances parvienne à se justifier à ses yeux, lorsqu'il demande à la Chambre l'autorisation d'emprunter sept milliards.